

Date de dépôt : 16 juin 2010

Réponse du Conseil d'Etat

à l'interpellation urgente écrite de M. Eric Stauffer : Politique de stationnement et équité de traitement ! (question 1)

Mesdames et
Messieurs les députés,

En date du 28 mai 2010, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat une interpellation urgente écrite qui a la teneur suivante :

Nous sommes troublés par une situation de laxisme envers certains automobilistes arborant des plaques étrangères, alors que les résidents genevois font l'objet d'une politique de plus en plus répressive. C'est pourquoi nous désirons quelques précisions afin de mieux cerner la réalité.

Dans le cadre d'un projet de loi déposé par le MCG, qui entend mettre fin à une inégalité de traitement tout à fait inacceptable en matière de paiement d'amendes d'ordre principalement pour des infractions sur le stationnement, nous nous sommes interrogés sur certains points qui méritent quelques précisions.

En effet, aujourd'hui l'automobiliste étranger, majoritairement frontalier, peut échapper au paiement de ses amendes du fait qu'il n'est pas domicilié en Suisse.

Le MCG propose d'appliquer la solution en vigueur dans le canton de Vaud.

Dans le cadre de la politique d'« encouragement » à utiliser des transports en commun, nous avons constaté depuis plusieurs années la suppression de places de stationnement et une recrudescence des agents verbalisateurs. Dont acte !

En revanche, l'iniquité de traitement du paiement des amendes d'ordre converties en contraventions entre résidents suisses et étrangers est flagrante !

Nous avons obtenu du DSPE les chiffres suivants :

Année 2009 (uniquement)

Amendes infligées pour la Haute Savoie (74)	94'376
En francs	9'961'113
Amendes infligées pour l'Ain (01)	<u>25'511</u>
En francs	2'823'823
Total pour l'année 2009	119'887
En francs	12'784'936

Il sied de préciser qu'une amende d'ordre non payée est convertie en contravention après le 30^{ème} jour.

Amendes/contraventions payées en 2009 (même partiellement)

Pour les contrevenants de la Haute Savoie	29'944
En francs	2'727'633.90
Pour les contrevenants de l'Ain	<u>7'967</u>
En francs	793'468.76
Total pour l'année 2009	37'911
En francs	3'521'102.66

Il convient d'ajouter que moins de 30% des amendes/contraventions sont payées pour l'année 2009 !

Aucune mesure n'a été prise par votre Gouvernement, pour contraindre les contrevenants à payer leurs contraventions !

Pourquoi n'avez-vous pas instauré le même système que les Vaudois ?

Certes, les procédures d'identification entre la Suisse et la France ont été améliorées. Certes, depuis le début de l'année nous bénéficions des soi-disant « accords de Paris ». Et alors ? Malgré les promesses qui ressemblent de plus en plus à un attrape-nigaud, rien ne change, et pour cause !

L'identification des contrevenants est opérée par le CCPD, l'identité des automobilistes peut donc être connue.

Le CCPD (Centre de coopération polices douanes) est-il actif et efficient ? La réponse est oui !

La preuve :

Amendes/contraventions notifiées en 2009 aux contrevenants

Pour la Haute-Savoie	77'632
En francs 7'438'743	
Pour les contrevenants de l'Ain	<u>19'872</u>
En francs 1'973'533	
Total pour l'année 2009	97'504
En francs 9'412'276	

Il est instructif de savoir qu'environ 20% des contrevenants ne sont pas identifiés, ce qui représente une perte de plusieurs millions de francs pour l'Etat de Genève. N'en demeure pas moins que 80% des contrevenants sont identifiés ! Alors : accords de « Paris » ou pas la situation n'améliore pas les paiements. En effet, 70% des contrevenants aux infractions en matière de stationnement, et seulement pour les plaques 74 (Haute Savoie) et 01 (Ain) et pour l'année 2009, n'ont pas payé. Il sied de préciser que les contrevenants étrangers ayant des plaques d'autres départements ou d'autres pays ne sont pas inclus.

Pour rappel en date du 15 novembre 2005, c'est-à-dire il y a cinq ans, le MCG déposait la Motion 1659 concernant les contrevenants étrangers en matière de stationnement et l'impunité dont bénéficient ces derniers ! En 2010, nous avons toujours le même problème !

L'Etat applique-t-il une politique réaliste en matière de mobilité et de répression dans le domaine du contrôle du stationnement ?

A ce sujet, nous apprenons que dans la gestion des parkings au sein de l'Etat, des organisations internationales et du secteur privé, la priorité de l'attribution des places de stationnement est faite en faveur des employés qui ont leur domicile le plus éloigné.

Dès lors, on comprend que seuls les Frontaliers obtiennent des places de stationnement de manière prioritaire au détriment des Genevois, comme c'est le cas pour cette fonctionnaire qui habite Cartigny et travaille à la Jonction, et se voit discriminée par cette situation qui l'oblige à utiliser les transports publics; ce qui lui fait perdre un temps considérable en trajets...

De plus, la loi fédérale est très claire et donne la base légale pour agir :

Loi sur les amendes d'ordre (LAO) du 24 juin 1970

(Etat le 5 septembre 2006)

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu l'art. 37 bis de la constitution, vu le message du Conseil fédéral du 14 mai 1969, arrête:

Art. 9 Contrevenants non domiciliés en Suisse

Si un contrevenant non domicilié en Suisse ne paie pas l'amende immédiatement, il doit en consigner le montant ou fournir d'autres sûretés suffisantes.

Même la loi genevoise le prévoit :

**Loi pénale genevoise E 4 0 5
(LPG)****Art. 1A Paiement immédiat des amendes et sûretés**

² Lorsqu'il y a de sérieuses raisons de penser que le contrevenant qui ne paie pas l'amende immédiatement entend se soustraire au paiement de celle-ci, notamment s'il n'est pas domicilié dans le canton de Genève ou n'est pas au bénéfice d'une autorisation de séjour ou d'établissement, le fonctionnaire de police ou l'agent de sécurité municipale peut exiger qu'il en consigne tout de suite le montant ou fournisse d'autres sûretés, en ses mains, contre quittance et sans frais administratifs.

Les Genevois sont-ils pris en otage ? Qui n'a jamais constaté que des véhicules français squattent des places de parking à journée continue (voitures ventouses) ?

Nous savons que les travailleurs frontaliers bénéficient de conditions très avantageuses avec les P+R (parkings relais) puisqu'ils peuvent obtenir une place de parking + un abonnement TPG pour Fr. 110.00/130.00 mensuel !

Nous autres les Genevois payons pour le moindre parking, là où nous vivons, 150 à 250 francs par mois, quand ce n'est pas 300, 400 F, voire davantage. Et, évidemment sans abonnement TPG.

De plus, pour soi-disant limiter les « voitures ventouses » l'Etat et les communes convertissent les parkings en « zone bleue » et nous obligent à payer un macaron pour stationner devant chez nous ! Et les propriétaires des « voitures ventouses » étrangères se moquent de ces mesures, ce qui est confirmé par les chiffres de 2009 !

La démonstration est faite que cette politique de mobilité est un échec cuisant et discrimine les Genevois !

En vertu des pouvoirs qui sont ceux du député, des devoirs et obligations qui sont ceux du Conseil d'État, voici la question posée dans le cadre de cette IUE, conformément à l'article 162A LRGC :

Ma question est la suivante :

Du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2009, combien de contraventions pour des véhicules étrangers (avec les chiffres détaillés pour la France et pour les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie) n'ont-elles pas été payées et combien ont bénéficié de la prescription ou, dans combien de cas, les poursuites ont-elles été abandonnées ?

REPONSE DU CONSEIL D'ETAT

Les affaires prescrites (la prescription de l'action pénale est de 3 ans) sont éliminées de la base de données du service des contraventions. Ce dernier n'est pas en mesure de fournir les chiffres requis à ce sujet. Le tableau ci-dessous représente les affaires en cours pour les véhicules immatriculés dans l'Ain et la Haute-Savoie. Il convient d'observer qu'il n'y a pas de corrélation directe entre le montant des amendes infligées et celui recouvré au cours d'une année particulière, le recouvrement concernant également des amendes antérieures à l'année considérée.

Véhicules	PRODUCTION		ENCAISSEMENTS	
	Nb affaires	Montant	Nb affaires	Montant

2007

01	18 389	3 121 992 F	6 854	552 906 F
74	69 987	10 117 144 F	25 731	1 897 557 F
Total	88 376	13 239 136 F	32 585	2 450 463 F

2008

01	21 340	2 774 895 F	5 752	860 032 F
74	80 367	9 911 228 F	20 596	2 777 495 F
Total	101 707	12 686 123 F	26 348	3 637 527 F-

2009

01	25 511	2 823 823 F	7 967	793 469 F
74	94 376	9 961 113 F	29 944	2 727 634 F
Total	119 887	12 784 936 F	37 911	3 521 103 F

Le Conseil d'Etat est déterminé à améliorer rapidement le taux de recouvrement des contraventions.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à prendre acte de la présente réponse.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

La chancelière :
Anja WYDEN GUELPA

Le président :
François LONGCHAMP